

Étude des crédits 2023-2024 Culture et Communications

Réponses aux demandes de renseignements généraux

Secrétariat à la jeunesse

| | |
|-----|--|
| G01 | <p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour ; b) la copie des programmes et rapports de mission ; c) les personnes rencontrées ; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ; e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ; f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage; g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés; h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"> • les détails de ces ententes; • les résultats obtenus à ce jour; i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé. i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts. k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions.</p> |
| G02 | <p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :</p> <p>a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.. e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.</p> |
| G03 | <p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <p>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.</p> |
| G04 | <p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <p>e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement;</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <p>i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. o) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p> |
| G05 | <p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ; b) le but recherché par chaque dépense ; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ; h) le but visé par chaque dépense ; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p> |

| | |
|-----------------|--|
| G06 | <p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.</p> |
| G07 | <p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p> |
| G08 | <p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :</p> <p>a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ; c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ; e) une description de son mandat ; f) la date de début de son contrat ; g) la date prévue de fin de son contrat ; h) sa rémunération annuelle.</p> |
| G09 | <p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet ; b) la nature du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.</p> |
| G10 Nouvelle | <p>Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <p>a) les coûts estimés par année ; b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.</p> |
| G11 | <p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <p>a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.</p> |

| | |
|------|--|
| G12 | <p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent); f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique. g) le nombre de minutes utilisées;</p> |
| G13a | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; |
| G13b | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; |
| G13c | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; |
| G13d | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; |
| G13e | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. |
| G13f | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; |
| G13g | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; |
| G13h | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; |
| G13i | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); |
| G13j | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; |
| G13k | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; |
| G13l | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; |
| G13m | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires; |
| G13n | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ; |
| G13o | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; |
| G13p | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; |
| G13q | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région. |
| G14a | Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; |
| G14b | Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; |

| | |
|------|--|
| G14c | Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats. |
| G15 | Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail ou d'un bail concernant une nouvelle adresse: |
| G16 | Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci. |
| G17 | Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux. |
| G18 | Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État. n) le montant total et la ventilation des primes ou bonis recus: |
| G19 | Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme. |
| G20 | Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2023-2024. |
| G21 | Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2023-2024. |
| G22 | Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024. |
| G23 | Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu). |

| | |
|-----|--|
| G24 | <p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.</p> <p>Ventiler le montant total par catégorie.</p> |
| G25 | <p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p> |
| G26 | <p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site; j) les noms de domaines réservés;</p> |
| G27 | <p>Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :</p> <p>a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</p> |
| G28 | <p>La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :</p> <p>a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.</p> |
| G29 | <p>Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.</p> |
| G30 | <p>Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.</p> |
| G31 | <p>L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.</p> |
| G32 | <p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. pour 2022-2023 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2023 pour 2023-2024.</p> |
| G33 | <p>Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p> |
| G34 | <p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.</p> |
| G35 | <p>Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.</p> |
| G36 | <p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.</p> |
| G37 | <p>Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.</p> |
| G38 | <p>La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.</p> |
| G39 | <p>Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.</p> |

| | |
|-----------------|---|
| G40 | Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital) ; b) les grands dossiers en cours ; c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques ; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ; e) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques. |
| G41 | Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.). |
| G42 | Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations. |
| G43 | Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts. |
| G44 | Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant. |
| G45 | Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme. |
| G46 | Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018. |
| G47 Nouvele | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024; |
| G48 | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable; Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2020-2021 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020. |
| G49 | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022; Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022. |
| G50 | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse; Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse. |
| G51 | Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023; d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine. |
| G52 | Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail. |
| G53 | Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière. |
| G54 Nouvelle | Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour. |
| G55 Nouvelle | Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation : a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour. |

| | |
|-----------------|--|
| G56 | <p>Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.</p> <p>a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.</p> |
| G57 Nouvelle | Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans |
| G58 Nouvelle | Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant. |
| G59 | Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19. |
| G60 | Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature. |
| G61 | Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans. |
| G62 | Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants. |
| G63 | Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie. |
| G64 | Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles. |
| G65 | Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans. |
| G66 | <p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;</p> |
| G67 | <p>Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :</p> <p>a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.</p> |
| G68 | <p>Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.</p> |
| G69 | La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes. |

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

CRC-003

2023-04-25

martin

| # demande non-répondue NR | # demande initiale des partis d'opposition | Questions 2023-2024 non répondues | Motif |
|---------------------------|--|--|--|
| NR1 | PLQ-4 | Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet. | Répondue par la réponse à la question 3 |
| NR2 | PLQ-7 PO-6 | La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction. | Répondue par la réponse à la question 5 |
| NR3 | PLQ-15m PO-16f | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions); | Répondue par la réponse à la question 13i |
| NR4 | PQ-17c | Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées. | Répondue par la réponse à la question 14a |
| NR5 | PLQ-19 | Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété. | Répondue par la réponse à la question 16 |
| NR6 | PLQ-22 PO-19 | De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux. | Répondue par la réponse à la question 17 |
| NR7 | PLQ-28 PO-25 | Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024. | Répondue par la réponse à la question 13o |
| NR8 | PLQ-29 PO-26 | Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission. | Répondue par la réponse à la question 13i |
| NR9 | PLQ-34 PO-31 | Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées. | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR10 | PLQ-52 | Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.). | Répondue par la réponse à la question 37 |
| NR11 | PLQ-70 | Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.) | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR12 | PLQ-71 | Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique. | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR13 | PLQ-72 | Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé. | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR14 | QS-1 | Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère. | Répondue par la réponse à la question 13i |
| NR15 | QS-2 | Nombre de postes total et proportion de postes non comblés. | Répondue par la réponse à la question 13q |
| NR16 | QS-9 | Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services. | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR17 | QS-13 | Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans. | Répondue par la réponse à la question 53 |
| NR18 | QS-16 | Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans. | Répondue par la réponse à la question 15 |
| NR19 | QS-25 | Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans. | Répondue par la réponse à la question 38 |
| NR20 | QS-26 | Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet. | Répondue par la réponse à la question 13i |
| NR21 | PO-11 | Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions. | Répondue par la réponse à la question 6 |
| NR22 | PLQ-49a | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |
| NR23 | PLQ-49b PO-53 | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles | Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts |
| NR24 | PLQ-49c | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |
| NR25 | PLQ-49d | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord. | Répondue par la Société du Plan Nord |
| NR26 | PLQ-50 PO-54 | Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services. | Répondue par le ministère de la Justice |
| NR27 | PLQ-64a | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires. | Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| NR28 | PLQ-64b | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec. | Répondue par le ministère de la Culture et des Communications |
| NR29 | PLQ-64c | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire. | Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec |
| NR30 | PLQ-64d | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable |

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

CRC-003

2023-04-25

Martin

| # demande non-répondue NR | # demande initiale des partis d'opposition | Questions 2023-2024 non répondues | Motif |
|---------------------------|--|---|--|
| NR31 | PLQ-64f | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik. | Répondue par le ministère de la Sécurité publique |
| NR32 | PLQ-64g | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025. | Répondue par le ministère de la Famille |
| NR33 | PLQ-64i | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023. | Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| NR34 | PLQ-64j | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR35 | PLQ-64k | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations. | Répondue par le ministère de la Sécurité publique |
| NR36 | PLQ-64m | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs. | Répondue par le ministère de la Sécurité publique |
| NR37 | PLQ-64n | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027. | Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| NR38 | PLQ-64o | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR39 | PLQ-64p | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire. | Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| NR40 | PLQ-64q | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR41 | PLQ-64r | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons». | Répondue par le Secrétariat à la condition féminine |
| NR42 | PLQ-64s | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux». | Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit |
| NR43 | PLQ-64t | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR44 | PLQ-64u | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes. | Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration |
| NR45 | PLQ-64v | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ». | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR46 | PLQ-64w | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR47 | PLQ-64x | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR48 | PLQ-64y | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR49 | PLQ-64z | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable |
| NR50 | PLQ-64aa | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR51 | PLQ-64bb | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR52 | PLQ-64cc | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025. | Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie |
| NR53 | PLQ-64dd | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027. | Répondue par le ministère des l'Éducation |
| NR54 | PLQ-64ee | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025. | Répondue par le Secrétariat à la condition féminine |
| NR55 | PLQ-64ff | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges». | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR56 | PLQ-64gg | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie. | Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation |
| NR57 | PLQ-64hh | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

CRC-003

2023-04-25

Martin

| # demande non-répondue NR | # demande initiale des partis d'opposition | Questions 2023-2024 non répondues | Motif |
|---------------------------|--|---|---|
| NR58 | PLQ-64ii | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030. | Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec |
| NR59 | PLQ-64jj | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |
| NR60 | PLQ-64kk | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR61 | PLQ-64ll | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025. | Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts |
| NR62 | PLQ-64mm | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec. | Répondue par le ministère de la Culture et des Communications |
| NR63 | PLQ-64nn | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme. | Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme |
| NR64 | PLQ-64pp | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ». | Répondue par le Secrétariat à la condition féminine |
| NR65 | PLQ-64qq | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. | Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit |
| NR66 | PLQ-64rr | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens). | Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit |
| NR67 | PLQ-64ss | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts. | Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts |
| NR68 | PLQ-64tt | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers. | Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts |
| NR69 | PLQ-64uu | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023. | Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique |
| NR70 | PLQ-64vv | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable |
| NR71 | PLQ-64ww | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois. | Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec |
| NR72 | PLQ-64xx | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois. | Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts |
| NR73 | PLQ-64yy | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023. | Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale |
| NR74 | PLQ-64zz | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR75 | PLQ-64aaa | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR76 | PLQ-64bbb | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR77 | PLQ-64ccc | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |
| NR78 | PLQ-64ddd | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR79 | PLQ-64eee | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie |
| NR80 | PLQ-64fff | Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations. | Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" |
| NR81 | QS-5 | Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes |
| NR82 | QS-6 | Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones. | Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit |
| NR83 | QS-7 | Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés. | Répondue par le Secrétariat à la condition féminine |
| NR84 | QS-8 | Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans. | Répondue par le ministère de la Sécurité publique |

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

CRC-003

2023-04-25

Martin

| # demande non-répondue NR | # demande initiale des partis d'opposition | Questions 2023-2024 non répondues | Motif |
|---------------------------|--|---|--|
| NR85 | QS-17 | Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées. | Répondue par le ministère de la Justice |
| NR86 | PQ-9 | Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier. | Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux |
| NR87 | PQ-45 | Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés. | Répondue par le ministère du Conseil exécutif |
| NR88 | PQ-50 | Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable |
| NR89 | PQ-51 | Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024. | Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable |
| NR90 | PQ-52 | Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert. | Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs |
| NR91 | PLQ-15h PQ-16g | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR92 | PLQ-15s | Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction; | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR93 | PLQ-18 | Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR94 | PLQ-38 PQ-36 | La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR95 | PLQ-54 | Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR96 | PLQ-56 | La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR97 | PLQ-57 | Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR98 | PLQ-61 | Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR99 | PLQ-63 | Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française; | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR100 | PLQ-65 | Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+) | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR101 | PLQ-66 | Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR102 | PLQ-67 | Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR103 | PLQ-68 | Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR104 | QS-3 | Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR105 | QS-18 | Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR106 | QS-20 | Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR107 | QS-23 | Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR108 | PQ-47 | Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente. | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |
| NR109 | PQ-55 | Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34)† | Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits |

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
 - b) la copie des programmes et rapports de mission;
 - c) les personnes rencontrées;
 - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
 - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
 - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
 - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
 - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés ;
 - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts ;
 - k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions ;
 - l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.
-

Réponse :

a), b), d) et e) : Voir document joint

c), f), g), h) et i) : Non pertinent pour l'étude des crédits

f) : l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18).

<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

ANNEXE 1

| VOYAGE (but, endroit, date) | COÛT \$ | PARTICIPANTS |
|--|------------|---|
| <u>Paris, France - 16 au 18 novembre 2022</u> | | |
| Participation de M ^{me} Annie Grand-Mourcel-Brosseau, sous-ministre adjointe à la jeunesse, au forum franco-québécois : « Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen ? » | 2 527 | M ^{me} Annie Grand-Mourcel-Brosseau, sous-ministre adjointe à la jeunesse |
| Participation de M. Christopher Pilote, analyste-conseil, au forum franco-québécois : « Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen ? » En tant que maître de cérémonie, animateur et responsable de diriger les échanges avec les homologues français et belges lors des rencontres en bilatéral ainsi que lors de la journée précédent la forum. Apporter le soutien nécessaire à l'organisation du forum. | 3 156 | M. Christopher Pilote ¹ , analystes-conseil au Secrétariat à la jeunesse |
| Participation de M ^{me} Élisabeth Greissler, professeur à l'Université de Montréal, au forum franco-québécois : « Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen ? » Panéliste à la table ronde 3 : « Expérimentations et pratiques » | 1 998 | M ^{me} Élisabeth Greissler, professeur à l'Université de Montréal |
| L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 18). | | |
| 1. Madame Isabel Champagne n'a pu se déplacer puisqu'elle était atteinte de la Covid-19 avant le départ (prix du billet d'avion : 996,46 \$). Elle a été remplacée par Mme Annie Grand-Mourcel-Brosseau, sous-ministre adjointe à la jeunesse. | | |

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

- a) les raisons du déplacement;
 - b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - c) les coûts ventilés;
 - d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
-

Réponse :

a) à c) : Cette question ne s'applique pas au Secrétariat à la jeunesse

d) : Non pertinent pour l'étude des crédits

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels*. (**art. 4 paragraphe 17**).

<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023, et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels. (art. 4 paragraphe 24)*

<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/>. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
 - j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
 - k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
 - m) le but visé par chaque dépense;
 - n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
 - o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
-

Réponse :

a), b), e), f), i), l) et m) : Aucune dépense

c), d), g), h), j), k), n) et o) : Non pertinent pour l'étude des crédits

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
 - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
 - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu;
 - h) le but visé par chaque dépense;
 - i) nombre total et liste des formations, ventilée par catégorie.
-

Réponse :

a), b) et g) : Aucune somme dépensée.

c), d), e), f), h) et i) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Réponse :

a), c) et e) : Voir document ci-joint.

b), d), f) et g) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca>

**LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS
À DES PROFESSIONNELS (LES) OU À DES FIRMES
DU 1^{ER} AVRIL 2022 AU 28 FÉVRIER 2023**

| NOM | OBJET | MONTANT |
|--|---|---|
| America Interprétation Inc. | Fournir les services professionnels afin de réaliser sur demande, des travaux de traduction simultanée du français vers l'anglais et de l'anglais vers le français, soit en présentiel ou en visioconférence. | 1 700 \$ |
| Bertholet Inc. | Conférence sur le travail hybride et l'engagement au travail de M. Jean-François Bertholet, enseignant universitaire à HEC Montréal. | 1 900 \$ |
| Exeko | Animation du premier grand rassemblement des partenaires jeunesse autochtone du Secrétariat à la jeunesse. | 13 829 \$ |
| École de créativité La Factory | Concevoir et réaliser le contenu d'un atelier collaboratif sur mesure, ainsi que le matériel pédagogique, permettant aux participants de réfléchir au sujet de la mobilisation des jeunes post pandémie | 5 000 \$ |
| Geneviève A. Desautel Inc. | Honoraire pour la conférencière lors de la Grande rencontre des partenaires du SAJ tenue le 25 mai 2022. | 300 \$ pour les honoraires de la conférencière. 500\$ à la Fondation Éducalcool (exigence de la conférencière) |
| Institut national de la recherche scientifique | Compte-rendu du Forum franco-québécois SAJ-INJEP : Comment les jeunes réinventent-ils l'engagement citoyen? – 1 ^{er} versement | 7 000 \$ |
| Léger Marketing Inc. | Réaliser un sondage sur les perceptions des jeunes Québécois sur des enjeux relatifs à l'environnement, la santé globale et le vivre ensemble. – 1 ^{er} versement | 16 700 \$ |
| Maison des Métiers d'Art de Québec | Production des prototypes de trophées dans le cadre des PRJ 2023 | 2 000 \$ |
| Picard, Diane (Andicha n'de Wendat) | Cérémonies d'ouverture et de fermeture dans le cadre des services artistiques traditionnels autochtones du 16 au 18 novembre 2022. | 2 900 \$ |
| Séminaire de Québec | Fournir les services de location de salle de réception pour la remise des prix reconnaissance jeunesse | 2 015 \$ |
| Services de traduction du Nord | Fournir les services de traduction avec techniciens et interprètes | 8 273 \$ |
| Traiteur Deux Gourmandes | Fournir les services de traiteur lors de la grande rencontre des partenaires dans le cadre du Plan d'action jeunesse 2021-2024 | 11 906 \$ |

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
 - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
 - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
 - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
 - e) une description de son mandat;
 - f) la date de début de son contrat;
 - g) la date prévue de fin de son contrat;
 - h) sa rémunération annuelle.
-

Réponse :

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère. <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

Réponse :

Pour les sous-questions a), b), d), e) f), g) i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

c), h), j) et k) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

m) Aucune pénalité

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
 - b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
 - c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
 - d) la liste des fournisseurs;
 - e) une copie du plan de déploiement.
-

Réponse :

a) et e) Non pertinent pour l'étude des crédits.

b) 0 \$

c) 0 \$

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023 ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

Réponse :

a) à j) : Voir ci-dessous.

INFORMATIONS POUR LE SECRÉTARIAT À LA JEUNESSE :

| | |
|--|----------|
| Dépense de reprographie | 0 \$ |
| Mobilier de bureau et l'ameublement | 0 \$ |
| Les distributeurs d'eau de source ¹ | 113 \$ |
| Frais de perfectionnement | 6 900 \$ |
| Le remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas | 8 570 \$ |

1. Puisque la Société québécoise des infrastructures (SQI) effectue des travaux de réfection des salles de toilettes des secteurs situés au premier étage de l'édifice H depuis le 23 novembre 2022, le personnel n'a plus accès à l'eau potable près des bureaux occupés par le Secrétariat à la jeunesse. Il a été convenu de procéder à la location d'une fontaine d'eau près des bureaux occupés par le SAJ pour la durée des travaux, dont la fin était prévue en mai 2023. Une demande de remboursement pour la location ainsi que pour le prix d'achat de bouteilles a été demandé auprès de la SQI.

Les coûts liés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) les coûts d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

Réponse :

a), f), g) et h) : L'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).
<https://www.acces.mce.gouv.qc.ca/>

b) Le coût des frais d'itinérance : 0 \$

c) Le coût lié aux dépassements des forfaits de données : 0 \$

d) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu : 0 \$

e), i) et j) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

- a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
- c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- m) le nombre d'employés permanents et temporaires;
- n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Réponse :

a), b), c), d) e), f), g), i), j), k), l), m), n) et p) : **La réponse à ces questions sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes.

h) : En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

o) : Aucun

q) : Aucun

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 :

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Réponse :

- a) **La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor**, et ce, pour tous les ministères et organismes
- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : aucun
- c) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou plusieurs contrats : aucun

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) le propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Réponse :

a) 875, Grande Allée Est, Québec (Québec) G1R 4Y8

b) 648 m²

c) Aucun

d) Aucun

e) N/A

f) Société québécoise des infrastructures

g) 0\$

h), i), j) et k) : Non pertinent pour l'étude des crédits

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels*. (art. 4 paragraphe 27) <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca>.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

Réponse :

Pour les immeubles qui sont propriété de la Société québécoise des infrastructures:

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Pour les immeubles qui ne sont pas propriété de la Société québécoise des infrastructures:

Le Secrétariat à la jeunesse n'est propriétaire d'aucun actif immobilier excédentaire inoccupé.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
-

Réponse :

a) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

b) et c) : Aucun coût et aucune firme.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet pour 2022-2023;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description des tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Réponse :

b), c), d) et h) : Aucun.

a), e), f), g), i), j) et k) :

| Du 21 octobre 2022 au 28 février 2023 | | |
|---------------------------------------|-------------------------------|---------------------|
| NOM | FONCTION | PORT D'ATTACHE |
| Bisson, Frédéric | Conseiller politique | Gatineau |
| Gauthier, Linda | Attachée politique | Gatineau |
| Gilbert, Thomas | Conseiller politique | Gatineau |
| Gillot-Bastian, Laurence | Directrice des communications | Gatineau |
| Lavoie, Guylaine | Attachée politique | Québec |
| Lévesque, Étienne | Directeur de cabinet | Québec |
| Morin, Stéphanie | Conseillère politique | Montréal |
| Moyneur-Larocque, Michel | Attaché politique | Gatineau |
| Parent Manseau, Dominique | Attachée politique | Val d'or |
| Provost, Marc-André | Conseiller politique | Gatineau |
| Psenak, Stefan | Conseiller politique | Gatineau |
| Robertson, William | Conseiller politique | Gatineau |
| Valois, Jonathan | Directeur de cabinet | Montréal |
| Masse salariale annuelle | | 1 040 000 \$ |

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels. (art. 4 paragraphe 26).*

<http://www.acces.mce.gouv.qc.ca> et <https://www.mcc.gouv.qc.ca/>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

a) et g) Non pertinent pour l'étude des crédits

b), c), d), e) et f) Le Secrétariat à la jeunesse n'a pas de personnel cadre, professionnel ou fonctionnaire hors structure en 2022-2023 qui n'occupe aucun poste.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Réponse :

- a) Non pertinent pour l'étude des crédits
- b) à g) Aucun

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

Réponse :

- a) 4 565 \$
- b) I.C.I Influence Communications inc.
- c) Revue de presse
- d) Non pertinent pour l'étude des crédits

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Réponse :

Aucune somme n'a été déboursée au cours de 2022-2023.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

Réponse :

a) www.jeunes.gouv.qc.ca

b) Le site Internet a été conçu par la firme Beaulieu Multimédia en 2001

c) 0 \$ en 2022-2023

d) Les frais d'hébergement sont assumés par le ministère du Conseil exécutif en 2022-2023, les mises à jour sont réalisées conjointement avec la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif

e) 0 \$ en 2022-2023

f), h) et i) : Non pertinent pour l'étude des crédits

g) 0 \$ en 2022-2023

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

Réponse :

a), c), d), e), f) et g) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

b) Cette réponse sera fournie par le ministère du Conseil exécutif.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :

- a) les régions et les villes visitées;
 - b) les personnes rencontrées;
 - c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
 - d) les raisons du déplacement;
 - e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
 - f) les coûts ventilés;
 - g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
-

Réponse :

a), d), e) et f) : Aucun

b), c) et g) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Le détail des crédits périmés et reportés et pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

Réponse :

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Réponse :

Aucune somme reçue en 2022-2023 en provenance du gouvernement fédéral.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Réponse :

Aucune prime au rendement et aucun boni n'ont été attribués en 2022-2023.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

Réponse :

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Réponse :

Aucune prime de départ pour bris de contrat n'a été versée par le Secrétariat à la jeunesse en 2022-2023.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
 - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
-

Réponse :

- a) Les dépenses informatiques du Secrétariat à la jeunesse pour 2022-2023 ont été assumées par le ministère du Conseil exécutif.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- c) Cette question n'est pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
- d) et e) La réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
-

Réponse :

a) Aucune

b) Aucune

c) Aucun

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date;
 - b) La nature;
 - c) Les questions posées;
 - d) Les réponses;
 - e) La firme retenue;
 - f) Les coûts.
-

Réponse :

a), b), c) et d) : Non pertinent pour l'étude des crédits.

e) Leger Marketing inc.

f) 16 700 \$

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Réponse :

a) Placements dans les médias communautaires

| Total des placements | Placements communautaires | % |
|----------------------|---------------------------|-----|
| 0,00 \$ | 0,00 \$ | 0 % |

b) Placements sur Internet et les médias sociaux

| Total des placements | Placements Internet et médias sociaux | % |
|----------------------|---------------------------------------|-------|
| 4 606,05 \$ | 4 606,05 \$ | 100 % |

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Réponse :

170 \$

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région :

- a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023.
 - b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination.
 - c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.
-

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation>.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024

Réponse :

0 \$

Le plan d'action 2022-2023 à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du ministère du Conseil exécutif www.acces.mce.gouv.qc.ca.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable;

Réponse :

0 \$

Le plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du ministère. www.acces.mce.gouv.qc.ca

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : I) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022;

Réponse :

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
 - b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
 - c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
 - d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
 - e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.
-

Réponse :

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la **Politique-cadre en matière de télétravail** qui peut être consultée à l'adresse suivante : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Réponse :

344,45 \$

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées;
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

Réponse :

- a) Aucune somme
- b) Non pertinent pour l'étude des crédits
- c) Aucune somme

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;
 - b) Date de fin prévue du contrat;
 - c) Valeur prévue du contrat;
 - d) Sommes dépensées à ce jour.
-

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
 - b) Date de fin prévue du contrat;
 - c) Valeur prévue du contrat;
 - d) Sommes dépensées à ce jour.
-

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectuées;
- c) Rémunération totale déboursée.

Réponse :

- a) 3
- b) Non pertinent pour l'étude des crédits
- c) 22 352 \$

* Données au 28 février 2023

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca/>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42^e législature.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Réponse :

Aucun montant

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère. <http://www.acces.mce.gouv.qc.ca>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

Réponse :

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

Réponse :

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

Réponse :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
 - b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - d) le montant accordé;
 - e) les motifs de la demande.
-

Réponse :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2022-2023 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
 - b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
 - c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
-

Réponse :

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au **Rapport annuel 2022-2023** des ministères et organismes.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.
-

Réponse :

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2023-2024

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Secrétariat à la jeunesse

Demande de renseignements généraux

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Réponse :

Voir Annexe

| COMITÉS | COMPOSITION | MANDAT | Honoraire |
|----------------------------------|---|---|-----------|
| Comité interministériel jeunesse | <p><u>Responsables :</u> Secrétariat à la jeunesse</p> <p><u>Composition :</u> Autorité des marchés financiers (AMF) Bureau de lutte contre l'Homophobie et la Transphobie (BLCHT) Élection Québec (ÉQ) Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) Ministère de la Culture et des Communications (MCC) Ministère de l'Éducation (MEQ) Ministère de l'Enseignement Supérieur (MES) Ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI) Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) Ministère de la Famille (MFA) Ministère des Finances (MFQ) Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) Ministère de la Langue française (MLF) Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Ministère des Transports (MTQ) Office québécois de la Langue française (OQLF) Secrétariat à la Condition féminine (SCF) Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) Secrétariat aux Relations avec les Premières Nations et les Inuit (SRPNI) Secrétariat à la réforme des Institutions démocratiques, à l'accès à l'information et à la Laïcité Secrétariat à la Communication gouvernementale (SCG) Secrétariat aux Emplois supérieurs (SES) Secrétariat du Québec aux Relations canadiennes (SQRC) Secrétariat aux relations avec les québécois d'expression anglaise (SRQEA) Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Coordonner les activités relatives à la jeunesse sur le plan gouvernemental. À ce titre, le comité appuie l'action stratégique du Secrétariat à la jeunesse (SAJ) dans le cadre de ses activités • Participer à la mise en œuvre de la Politique québécoise de la jeunesse et du Plan d'action jeunesse 2021-2024 (PAJ); • Soutenir les ministères et organismes (M/O) afin qu'ils tiennent compte des priorités du PAJ dans leurs actions jeunesse sectorielles. • Identifier les actions et travaux en cours et à venir qui concernent les jeunes dans les M/O afin d'assurer une cohérence entre eux. | Aucun |